Parti Communiste
Révolutionnaire de France

Rapport enrichi du Comité Central (28 octobre 2018)

Chers et chères camarades,

Le rapport politique de ce Comité central ne reviendra pas sur l'analyse globale que nous avons faite lors de nos précédentes réunions, et sur laquelle nous nous sommes mis d'accord, mais nous procèderons à son actualisation, à la lumière de l'évolution depuis notre dernière session. Tout d'abord, il faut signaler combien cette évolution confirme l'analyse que nous avons faite, et les seuls, du caractère de la politique d'Emmanuel Macron au nom de l'oligarchie financière, de la bourgeoisie monopoliste : une politique d'extrême-droite au sens où elle vise à pousser jusqu'au bout, dans un minimum de temps, en passant par-dessus les procédures traditionnelles ou habituelles, l'offensive contre la classe ouvrière et les masses populaires, y incluant une tentative de réorganisation politique institutionnelle visant les libertés démocratiques et à en finir avec les survivances formelles de la démocratie bourgeoise. Ce n'est donc pas une simple continuation, même aggravée, de la politique précédente, mais une tentative de mise en œuvre d'une nouvelle étape de la politique des monopoles. Si la tendance à l'époque de l'impérialisme est à la réaction sur toute la ligne, disons qu'avec l'élection de Macron, c'est un nouvel élan comme le coup d'Etat de de Gaule en 1958 l'a été.

Cela dit la situation politique a bougé durant les mois d'été. Si nous regardons la situation à la fin juin, nous avions un gouvernement certes faible, mais fort de l'absence face à lui d'une opposition sur des bases de classe et remettant en cause le système capitaliste. Il avait des difficultés politiques, sa faiblesse le freinait dans ce qu'il voulait faire. Par exemple, en ce qui concerne la restructuration du champ politique, il était visible qu'il y avait des problèmes. Mais l'échec relatif des mouvements sociaux du printemps, semblait lui donner un peu d'air pour l'année à venir. Or ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Cela doit nous faire réfléchir.

Pour comprendre, il faut rappeler que si les cheminots n'ont pas obtenu une victoire, s'ils ont dû reculer, ils n'ont pas été écrasés (c'était l'objectif), et leur grève a profondément marqué le rapport des forces. D'une certaine manière, tout en faisant avancer ses objectifs, le gouvernement a été obligé de manœuvrer : dans certains cas, par exemple il a détruit les acquis au plan national (c'est ça qui est l'essentiel) mais il a été obligé de les réintroduire dans les négociations régionales (ce qui constitue la manœuvre). D'autre part, il y avait un mécontentement profond dans le monde du travail et même dans la petite bourgeoisie, qui s'est accentué pendant tout le printemps et ce face à une représentation politique (Présidence de la République, majorité parlementaire) purement artificielle (se rappeler de la réalité des chiffres lors des dernières élections). Et en fait, comme c'est souvent le cas en politique, c'est un peu le hasard qui, sur cette toile de fond, a mis en lumière les réalités : le gouvernement s'est trouvé brutalement confronté à une relance et un approfondissement de la crise politique suite à l'affaire Benalla. Tout était pourtant prêt pour que le gouvernement entame la rentrée de septembre sur une position favorable : le gouvernement avait défait les cheminots (on a vu que c'était plus compliqué), les difficultés des oppositions étaient largement étalées, et … la France avait gagné la Coupe du Monde ! Ce dernier élément était un des arguments majeurs de la politique de propagande du pouvoir, montrant que la "France était à l'offensive", et "qu'elle gagnait quand elle s'unissait", quand l'Union Sacrée se réalisait. Il n'est donc pas fortuit que l'affaire Benalla éclate quarante-huit heures après la Coupe du Monde si l'on considère que ce n'est certainement pas, s'agissant du moment où elle éclate et la manière dont elle est révélée, un simple coup du hasard ! C'est l'expression du fait que certaines forces sociales, des secteurs de la bourgeoisie monopoliste et de l'oligarchie financière, sont mécontentes de la politique de Macron : soit il ne va pas assez vite, soit il veut aller trop vite et il s'isole ce qui entraîne instabilité, manifestations, désordre. A cela vient s'ajouter les problèmes qui divisent la bourgeoisie française sur la stratégie européenne et sur quelques questions internationales. Rappelons-nous que lors des élections présidentielles, Fillon, Le Pen, Macron, Dupond-Aignan sur cette question présentaient des différences notables. Et que depuis son élection, Macron a tempéré ses positions de candidat.

Quand l'affaire éclate, Macron et son équipe ne répondent pas, espérant que la période leur est favorable, et, c'est le Parti Républicain, le parti traditionnel de la bourgeoisie, qui porte l'attaque en lui signifiant qu'il y avait un trait rouge au-delà duquel il ne pouvait pas aller ! Après avoir fait exploser le PS et ramené à lui ceux qui étaient les plus à même de réformer le capitalisme pour qu'il ne change pas, au moment où il s'attaque à la recomposition de « l'aile droite » il semble qu'on lui ait fait savoir que ne n'était pas le moment ! Du coup, le projet phare de ce gouvernement, dont nous avons déjà longuement parlé, la réforme anticonstitutionnelle est touchée en plein vol : en pleine discussion à l'Assemblée Nationale avec la majorité que l'on sait, le projet est retiré de la discussion, et ce après une séance où les députés républicains ont sacrifié leur week-end ! *[Entre nous d'ailleurs faisons attention de bien lier la politique de Macron à celle des monopoles : demander son départ sans poser la question d'une politique anticapitaliste pour préparer les masses à la révolution, c'est*

comme sur la question de l'UE . C'est la possibilité pour le réformisme où la réaction de conduire les masses dans l'impasse]. Lorsque le Président et ses partisans voudront contre-attaquer, ils vont échouer lamentablement lors de la réunion des parlementaires de LREM avec Macron à la Maison de l'Amérique Latine.

J'attire votre attention sur le discours prononcé par le Président de la République, véritable manifeste programmatique ! Il y exprime tout ce que nous disons depuis son élection, sur la caractérisation « d'extrême-droite » du personnage, de ses propositions politiques et de l'idéologie qui les sous-tend pour répondre aux besoins des monopoles. Signalons qu'il a été intelligemment publié sur des sites Internet, en comparaison, le discours de Mussolini prononcé après l'assassinat de Matteotti ; les deux discours sont construits de la même façon avec le même type d'argumentation ! Et lorsque Macron (partisan de la suppression de la Haute Cour rappelons-nous) dit que s'ils ne sont pas contents « qu'ils viennent me chercher », c'est d'une violence sauvage contre la légalité bourgeoise ! Cela traduit le niveau d'affrontement entre les différents secteurs de la bourgeoisie monopoliste, de l'oligarchie financière. On retrouve la même chose au plan international. Pour l'instant, ce n'est pas le fascisme, ni la fascisation, faisons attention. Mais on sent bien qu'il suffirait d'une occasion pour que la dictature de classe de la bourgeoisie prenne le visage de la dictature politique sous une forme policière, militaire, ou terroriste (fasciste). Et la réforme constitutionnelle n'est pas faite pour rassurer !

Dans le même temps on assiste à une campagne idéologique intense :

- Contre le mouvement syndical,
- Contre les "banlieues",
- Contre la violence prétendue de la jeunesse.

On donne une véritable caricature de la jeunesse visant à susciter une opposition manichéenne entre le camp de l'ordre et le camp des "classes dangereuses" – syndicalistes, jeunesse, immigrés, sur fond d'inquiétudes entretenues sur les migrations.

En vue de notre congrès, il nous faut avoir une réflexion sur la question des banlieues et au-delà sur les lieux ou vivent les travailleurs et leur famille. La question territoriale est susceptible si l'on s'en empare d'aider à une meilleure perception de la liaison entre les questions quotidiennes et les questions de l'avenir.

Les rats quittent le navire

Pour revenir à ce qui s'est passé cet été, à partir de l'affaire Benalla et de la réaction du pouvoir politique, tout s'est alors précipité contribuant à mettre ce dernier en difficulté : le secrétaire général de l'Elysée pris dans une histoire de conflit d'intérêts ; la ministre de la culture Tyssen (une des rares membres du gouvernement dont il était de bon ton de saluer la culture et le savoir-faire !) rattrapée pour des fraudes aux permis de construire et au Trésor ; la ministre des Sports démissionnée pour abus de biens sociaux et non déclaration de revenu. Et le tout couronné par les démissions spectaculaires de deux des personnalités clefs du gouvernement : Nicolas Hulot, n°2 du gouvernement, qui devait crédibiliser une prétendue politique écologique du gouvernement en lui donnant une couleur originale ; et Gérard Colomb, ministre de l'intérieur, un des premiers soutiens de Macron, lui apportant celui d'une partie des cadres du PS. Les conditions de la démission dans les deux cas étaient abracadabrantes, pour le premier par ce que ça se fait sur une broutille (il avait tout avalisé jusque-là) et en direct à la radio ; pour le second parce la raison mise en avant est qu'il voulait redevenir maire de Lyon, et qu'en 24 heures il changeait trois fois de position ! Le caractère futile des raisons souligne bien que la crise politique, que d'aucuns pensaient en passe d'être réglée, repassait au premier plan. Ce que devaient souligner les difficultés pour constituer le nouveau gouvernement (trois semaines), dont l'épisode de Cohn-Bendit refusant de rejoindre le gouvernement. Les contradictions internes de la bourgeoisie autour des objectifs à atteindre se sont aiguisées (la politique européenne, les relations avec la Russie, mais aussi la réforme constitutionnelle, l'attaque contre les retraités, l'arrogance du Président…). Le remaniement ministériel débouche sur un gouvernement plus faible que le précédent ce que traduisent les sondages. Et les tentatives d'utiliser la politique internationale pour se renforcer ont échoué (ceci dit la réunion à Paris pour le 11 novembre de 80 chefs d'Etats, dont Trump et Poutine, va relancer la tentative).

Cette crise politique touche maintenant tous les partis. Il faut prendre en compte à cette étape le poids du personnel politique mis à mal par le discours de Macron sur le renouvellement et qui explique la réaction de politiciens comme Colomb. Le Parti Socialiste et le Parti Républicain, où les divisions sont profondes, la République en Marche, où les premières défections se produisent, des sous-groupes se forment. La France Insoumise connaît aussi des tiraillements en liaison avec certaines attitudes de Mélenchon, et les derniers évènements pourraient accentuer les oppositions internes. Il nous faut mener la critique du mouvementisme et son côté caudilliste.

Et la première fois à ce niveau, le PCF est touché comme l'a montré le vote pour le choix d'une base commune de discussion pour son congrès. Le texte de la direction sortante (Pierre Laurent) est battu. Il ne recueille que 37-38%, alors que le texte des ultra-liquidateurs (Elsa Faucillon/Buffet) n'en obtient que 11. Le texte dit du Manifeste (Chassaigne, Economie politique, le Pas de Calais, Vénissieux, Bleitrach) en obtient 42-43. Le texte des camarades du XVe, le seul qui soit un texte que l'on peut qualifier de communiste, progresse et obtient plus de 8% avec des résultats spectaculaires dans les fédérations du Tarn, de l'Aisne et de Haute Saône. Toujours est-il que 51% des votants ont voté pour que le PCF joue un

rôle. Il ne faut pas surestimer ce qui s'est passé, mais on ne peut pas l'ignorer. Cela traduit dans la partie, restreinte, de l'opinion qui continue à faire confiance au PCF un profond rejet de la politique de celui-ci. C'est la première fois dans l'histoire du PCF qu'une direction est désavouée, et elle l'est de manière écrasante ! Cela ne veut pas dire que les problèmes vont être réglés. Le texte du Manifeste, comme la majorité des signataires, témoigne d'une profonde continuité avec la direction sortante. *[Voir notre communiqué du 2 novembre à propos de Fabien Roussel, dirigeant de la fédération du Nord qui pourrait remplacer Laurent].* Les animateurs d'Economie politique ont été parmi les soutiens de Robert Hue. Ils sont les promoteurs de la "plaisanterie" sur la transformation de la BCE en Banque de service public, des critères de gestion etc. Le texte est une espèce de bouillie proudhonienne matinée de lassalisme et n'exclut pas la synthèse avec le texte de la direction sortante. Pour autant, ce n'est pas rien que le rejet d'une direction, et des perspectives peuvent s'ouvrir. L'impression, c'est que le PCF tel qu'il est, agonise et que cela va continuer en s'accélérant, ce qui n'est pas contradictoire avec le fait que le PCF garde une influence. Il nous faut être attentif à la suite des évènements, que l'on conserve des liens quand c'est possible avec les camarades qui veulent reconstruire un Parti Communiste, de manière à ce que, si l'occasion se présente, ces camarades ne retombent pas dans des impasses.

C'est dans ce contexte général d'isolement et de faiblesse du gouvernement, de crise politique, qu'il nous faut analyser, discuter l'échec relatif du 9 octobre et du 18 (les retraités). L'appel à la journée du 9 paraissait répondre à une demande et donnait l'impression que cela serait massif. Les remontés des UL et des UD étaient positives. Or ça a été un échec au niveau des manifestations : 20 000 manifestants à Paris, c'est loin du compte pour en finir avec la politique de Macron et encore moins pour récupérer ce qui a été perdu ! Quant au 18 octobre, la manifestation des retraités, ça a été encore pire : 3 000 personnes à Paris. Là pourtant le travail d'organisation avait été fait, la plate-forme des 9 organisations de retraités avait été rejointe dans l'action par six nouvelles organisations. Et ce sans la CFDT. C'est donc un échec. Ce n'est pas seulement le problème de la Région Parisienne avec ses difficultés spécifiques que l'on retrouve dans toutes les organisations. Ça a été un échec, même à Marseille, où d'habitude c'est plus fort !

Qu'est-ce qui fait donc problème ? C'est vrai que la confusion a régné avec deux manifestations consécutives. Mais c'est secondaire. Il nous faut y réfléchir, tenter de trouver les causes mais aussi d'apporter des solutions. Nous devons le faire dans nos fédérations et avec les camarades isolés en prévision du congrès du Parti l'an prochain, mais aussi dans nos organisations syndicales avec nos camarades, dans le FSC, à l'occasion des congrès de la CGT et de la FSU. Il faut prendre en compte dans l'analyse la politique de Macron, ce n'est pas que la trahison des dirigeants syndicaux. Chaque attaque contre la classe ouvrière est accompagnée par des mesures visant à la division. C'est ce qui se prépare sur les retraites. Et dans cette perspective il est indispensable, il est incontournable, pour tous nos camarades de lire et de réfléchir sur le dernier livre de Jean-Pierre Page paru chez Delga *"CGT : pour que les choses soient dites".* Nous savons tous qui est le camarade Page, ce qui nous a affronté à lui quand il était au Bureau Confédéral, notamment sur le retrait de la FSM. Mais la vie n'est pas un long fleuve tranquille. Et son livre est justement une critique des dérives de la CGT qui ont eu lieu entre 1978 et 1998, qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui. Avant, cependant, je veux préciser qu'il ne s'agit pas de se rallier à une position, mais bel et bien de contribuer, en utilisant ce livre, à la construction/reconstruction d'un mouvement syndical de classe, internationaliste, posant à son niveau la question du renversement du capitalisme et son remplacement par une société socialiste. Cela n'efface pas certaines divergences : par exemple, je ne partage pas une partie des analyses ou conclusion de Samir Amin, que partage le camarade, dans l'introduction. Mais ce n'est pas là le problème, ça c'est le débat, la confrontation ! Le problème, c'est l'état idéologique et politique du mouvement ouvrier, l'effondrement organisationnel du mouvement syndical, la domination du réformisme et des idéologies pas tant de collaboration que d'intégration (avec la notion de "classes moyennes").

Tous les militants de notre parti doivent s'emparer du contenu de ce livre. Il y est esquissé une plate-forme syndicale et entrepris la critique de l'activité de la CGT. Cette critique, il l'a fait remonter non à 1995 mais à 1978, et il dit que la période 1978-1999 c'est celle du passage de la CGT des positions du syndicalisme de classe au syndicalisme réformiste. C'est important parce que c'est la période où il a été un dirigeant de la CGT. Il faut noter qu'il met en rapport, à l'occasion d'une note, cette évolution avec l'Eurocommunisme. Il fait donc le lien entre la capitulation de la direction du PCF en 1976 et les problèmes que va rencontrer le mouvement syndical de classe. Il souligne, ce que corrobore un certain nombre de témoignages, qu'il y a eu des résistances notamment avec Henri Krasucki, ce qu'a traduit le remplacement de Georges Séguy. Ce dernier avait en 78 enclenché le processus de l'adhésion à la CES et donné la priorité à l'unité avec la CFDT. Ce qu'a confirmé le secrétaire de la Fédé de la Chimie lors du meeting de la FSM. Krasucki avait pris les dispositions pour accueillir la FSM à Paris et il en avait accepté la vice-présidence. Il ne perdait pas une occasion pour rappeler l'importance de la FSM. La direction du PCF soutenait cette orientation. Notre opinion, c'est que dans la réalité c'était voué à l'échec : la capitulation idéologique et politique de cette direction ne pouvait que s'affronter avec le syndicalisme de classe, nourrissant les courants réformistes, souvent issus des rangs du PCF (Confrontation, Le Duigou, Jean-Louis Moynot, la direction de l'UGICT…). Le mouvement syndical de lutte de classe ne saurait être un élément d'ajustement dans les relations du PCF avec le PS ! Mais pour revenir au texte de JP Page, c'est important qu'il soulève ces questions, qu'il pose les bases de l'analyse à faire de cette période au plan syndical en liaison avec le 52e congrès de la CGT.

Il pose les questions qui sont les nôtres depuis des années :

a) Pourquoi le refus d'appeler à la Grève Générale ?

b) Pourquoi écarter les grèves reconductibles, les assemblées générales ?
c) Qu'un mouvement cela se construit, à partir de la base et de ses revendications, mais aussi en rapport avec les questions mondiales posées au mouvement syndical.
d) Que l'expérience montre la nécessité de rompre avec la CES et la Confédération Syndicale Internationale (CSI), dont il rappelle les origines.
e) Qu'il est nécessaire de s'inspirer de l'expérience syndicale de PAME en Grèce.
f) Qu'il faille réadhérer à la FSM car au plan international c'est là que le mouvement syndical de classe est organisé et nulle part ailleurs (contrairement à ce que veut faire croire Martinez).
g) L'absence de fédéralisation des luttes de mise en avant de ce qui peut les unifier.

Et tout en tenant compte que cela pousse à la CGT, qu'il y a du nouveau, il porte sa critique contre les positions de Martinez, dont il reprend tous les discours (et les positions du Bureau Confédéral) depuis le début de l'année pour dénoncer leur caractère capitulard ou mensonger. Car il ne faut pas se cacher que Martinez peut semer des illusions. Or il vient de signer la lettre sur le dialogue social avec la CFDT, dans le prolongement de ce que faisait Thibaud. Et la position exprimée par Martinez sur les migrants évacue l'analyse de classe et la responsabilité de l'impérialisme, en particulier français, derrière une position qui fait place à la fatalité !

Il y aurait d'autres choses à dire, mais ce qui est important, c'est qu'il faut lire ce livre pour se battre dans le mouvement syndical. Il nous faut aider à ce qu'autour de ses idées se construisent un mouvement syndical de classe, qui certes sera peut-être boiteux tant qu'il n'y aura pas un parti révolutionnaire, marxiste-léniniste. Mais qui peut être aussi le vivier pour la renaissance du mouvement révolutionnaire.

Dans le même ordre d'idée, il faut prendre en compte que dans la bataille contre le syndicalisme de collaboration de classe, nous allons être confrontés à des éléments trotskystes, des anarcho-syndicalistes qui sur telle ou telle question pourront être sur des positions justes et qu'il faudra les soutenir. Comme nous soutenons les camarades de Sud-PTT 92 qui en sont à leur septième mois de grève, qui sont frappés par la répression. Le problème, c'est de surmonter la faiblesse des marxistes-léninistes dans le mouvement syndical, dans le mouvement ouvrier. C'est aussi ce qui a motivé notre position sur le Front Syndical de Classe qui vient de tenir sa conférence nationale. Sa ligne syndicale est convergente avec la nôtre et avec celle que propose Page dans son livre. Trop peu de nos camarades ont participé, et il faut prendre les dispositions pour participer aux réunions importantes.

Il est nécessaire que nous ouvrions un débat sur la question du syndicalisme étudiant, de l'UNEF. Il nous faut envisager une bataille pour qu'il existe une organisation étudiante qui agisse dans la lutte des classes et préparent les étudiants à s'insérer dans la lutte des classes.

Pour bien comprendre notre démarche vis-à-vis du mouvement syndical (FSC, livre de Page…) pour surmonter notre faiblesse, j'attire votre attention sur le fait que dans le livre vous apprendrez qu'au printemps dernier, un certain nombre d'organisations de la CGT, et pas des moindres, (CGT Chimie, UD, 94 13, 59, UR Centre, organisations parisiennes membres de la FSM) ont signé une plate-forme contre la répression policière contre les étudiants, et pour que la CGT mène une autre politique. Or personne ici ne nous en a informés ! Je n'insisterai pas sur ce qu'on a déjà dit à propos de " *Continuez la CGT*", car c'est l'ensemble de nos camarades dans le mouvement syndical qui sont passés à côté d'un événement d'une extrême importance. Car c'est aussi notre rôle de faire connaître ce texte en posant la question "pourquoi la confédération n'a pas repris ce texte ?" Et on pourrait même dans la FSU poser la question pourquoi n'est-elle pas signataire ? De la même façon, il faut poser partout la question de l'adhésion à la FSM. Dans l'analyse que fait Page, il est souligné que les liaisons internationales de la CGT dictent sa politique capitularde en France ! Bien sûr il y a un terreau, mais la pression la plus forte vient de la CES et de la CSI, car le ralliement à ces organisations, directement liées à l'Union Européenne, à la politique de l'impérialisme américain et ses instruments comme la CIA, le département d'Etat, au Vatican, à la social-démocratie, a aggravé considérablement la diffusion de l'idéologie de la collaboration de classe, de l'intégration, du partenariat social. Il faut faire savoir aux travailleurs qui soutient leur lutte contre le capital et son gouvernement : la FSM, et qui critique leur lutte (et non pas seulement ne les soutient pas) : la CES et la CSI. Et évidemment, il faut aller aux entreprises en lutte pour apporter notre solidarité aux travailleurs. C'est ce que nous faisons à l'Hôtel Hyatt-Vendôme. Ce conflit est emblématique car les travailleurs et travailleuses y sont confrontés aux nouvelles lois anti-ouvrières (loi travail, loi sur le secret des entreprises, loi intégrant les dispositions de l'état d'urgence), qu'ils veulent se débarrasser de la sous-traitance (c'est le seul Palace de Paris où le personnel d'entretien n'est pas intégré à l'entreprise). Les deux principales revendications sont l'embauche par Hyatt du personnel et 3€ d'augmentation de l'heure. La grève vient de passer le premier mois et les grévistes sont déterminé(e)s à ne pas lâcher pour gagner.

On ne saurait terminer ce rapport sans aborder, même superficiellement, les questions internationales.

Au Brésil, les élections viennent de porter à la présidence de la République un individu, Bolsanero, qui est un admirateur déclaré de la dictature militaire. Le mouvement communiste au Brésil est faible. Le PCB a failli disparaître après la chute du socialisme en URSS et ce n'est que dans la dernière période qu'il redresse son influence. Mais le PC do B, scission pro-

albanaise des années soixante, ayant créé une guérilla, pour se rallier à Lula et participer à son gouvernement, reste plus fort et ses liaisons avec le PT ne contribue pas à lever la confusion. Il nous faut montrer que ce résultat est la conséquence de la politique social-démocrate de Lula et de Dilma Roussef : une politique qui a conforté l'impérialisme brésilien, qui certes a fait reculer la grande pauvreté, mais a élargi la paupérisation des masses, de la classe ouvrière. En ne s'attaquant pas au capitalisme, non seulement il ne s'attaquait pas à la base sociale du fascisme (au Brésil lié à l'Armée), mais sa politique se heurtait à la désillusion des masses et des travailleurs. Ce d'autant plus que le PT a été mêlé à des scandales de corruption. Il n'est pas le seul, et les partis de droite et d'extrême-droite ont fait plus grave, mais pour autant, ce n'est pas une raison. Et avec la crise, la bourgeoisie brésilienne, et ses alliés états-uniens, ont décidé d'en finir avec la politique de conciliation sociale, comme c'est le cas dans les autres pays d'Amérique du sud qui ont connu des gouvernements réformistes (Argentine, Chili, Equateur). Seule la mobilisation des masses a permis jusqu'ici d'empêcher la réaction de reprendre les rennes au Venezuela, mais quand on prend connaissance de la politique économique de Maduro, qui ne semble pas décidé à mettre en application l'accord qu'il a signé avec le PCV lors des présidentielles, on peut se demander si ce n'est pas une question de temps, augmentation des prix du pétrole ou pas. Sans s'attaquer au capitalisme (aux intérêts de la bourgeoisie), il n'y a pas de solution pour sortir de la crise, et le réformisme n'a plus la capacité à organiser le consensus, ce d'autant plus que l'impérialisme américain veut conserver son hégémonie, et que les bourgeoisies de ces pays ont peur de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse et donc préfèrent le manteau américain, y compris s'il le faut en remettant en place les dictatures militaires.

Tout aussi inquiétante est l'évolution de la situation globale : la course aux armements bat son plein. La dernière initiative de Trump évoquant le retrait de la signature des USA des accords nucléaires signés avec l'URSS de Gorbatchev est particulièrement préoccupante, au point que même Macron a appelé à ne pas s'engager dans cette voie ! Si jusqu'ici l'impression dominait que la menace de guerre s'éloignait en Corée, la reprise des manœuvres militaires conjointes américano-sud coréennes risque fort de relancer la tension !

Et puis il y a la question de l'Arabie Saoudite. Un journaliste, Frère Musulman réfugié en Turquie, est assassiné par les services secrets saoudiens. C'est grave, mais tout de même, de là à soulever un tel tollé international, c'est surréaliste, pour un pays qui condamne à mort pour blasphème, pour adultère, qui ne reconnaît pas de droits aux femmes, et surtout qui mène une guerre sauvage au Yémen, plusieurs centaines de femmes et enfants tués par les bombardements et ce pays au bord de la catastrophe. Avec le soutien jusqu'ici des USA, de la Grande-Bretagne et de de la France ! Je ne reviendrai pas sur son rôle en Syrie depuis 2011, tout le monde connaît ! Et là brusquement pour un journaliste, intégriste de surcroît, on parle de rupture des contrats d'armements (Macron est contre), Trump monte au créneau. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'être solidaire de cette monarchie sanguinaire, de ce pays impérialiste de rang subalterne. Simplement, il faut s'interroger sur le pourquoi c'est maintenant que l'on assiste à cette condamnation, touchante d'unanimité, de l'Arabie Saoudite (la France étant la plus modérée). Derrière ce meurtre crapuleux du journaliste, ce sont bien les rivalités inter-impérialistes autour du Moyen-Orient, de son gaz et de son pétrole notamment. La crise syrienne a vu se déchainer les ambitions des pays impérialistes régionaux (Turquie, Qatar, Arabie Saoudite). Précisons que lorsque nous parlons d'impérialisme, nous entendons le capitalisme de monopole à l'échelle mondiale. Avec le pétrole et le gaz (matières stratégiques par excellence), les anciens féodaux du Qatar et de l'Arabie ont intégré l'oligarchie financière internationale. Ces deux États connaissent un développement économique important avec une diversification des activités productives (dont le nouveau prince héritier saoudien est symbolique), une exportation des capitaux phénoménale. Au plan militaire, ils jouent un rôle important dans le dispositif militaire global de l'impérialisme, américain, français, britannique notamment. La Turquie de son côté joue un rôle clef dans l'OTAN. Caractériser le Qatar et l'Arabie Saoudite comme des pays impérialistes ne signifie pas pour autant les considérer au sommet de la pyramide ; en effet, ils conservent des relations de dépendance vis-à-vis des grandes puissances impérialistes. Mais pour autant, ils prétendent à jouer leur rôle propre. En Turquie, Erdogan et son parti sont liés aux Frères Musulmans, les discours pan-turques, les références ottomanes se multiplient. Et on a vu les ingérences en Syrie, les contradictions avec la RFA, la France et les États-Unis (avec un retournement avec ces derniers dans les dernières semaines). Depuis un an, les relations du Qatar avec l'Arabie Saoudite et les Emirats sont très dégradées, on a même pensé que la guerre allait éclater. L'Arabie et ses alliées sont en pleine guerre au Yemen pour le contrôle de la Mer rouge et du canal de Suez, tandis qu'ils sont à la pointe des campagnes contre l'Iran. De fait le Qatar, protecteur des Frères Musulmans, est le sanctuaire de Al Qaïda, voire de certains éléments de Daech. Or les occidentaux (Turquie comprise) lui ont tous apporté (la France semblant faire bande à part) leur soutien diplomatique, illustrant bien par là les liens entre les principales puissances impérialistes et le terrorisme salafiste. Pendant ce temps, le peuple palestinien est massacré par les dirigeants sionistes, alliés avec l'Arabie saoudite, et la colonisation bat son plein dans les territoires occupés. Prenant en compte toutes ces données, en y rajoutant les succès du peuple syrien contre l'agression étrangère, il est clair que les peuples de la région ne sont pas sortis d'affaire.

Il nous faut être plus actif sur ces questions : participer à la solidarité avec le peuple palestinien, dénoncer les ventes d'armes françaises à l'Arabie Saoudite, au Qatar, aux Emirats, à Israël. Faire plus de place sur le site et dans *IC*. Et au-delà, il faut que nous mobilisions la classe ouvrière et la jeunesse pour défendre la Paix contre le capitalisme, car là encore, ce qui menace la Paix, c'est bien ce système qui "porte la guerre en lui comme les nuées portent l'orage".